

Formation FEC

Bouge, 21 juin 2016

La protection sociale en Europe

Tendances nationales et influences européennes

Bart Vanhercke



Slavina Spasova

Observatoire social européen ([OSE](#))

Plan

I. Un peu de publicité

- L'OSE : historique, mission, réseau, équipe, thématiques (bref)

II. L'évolution des modèles de protection sociale

- Logiques de réforme propres et un socle commun de réponses
- Au-delà des différences institutionnelles

III. Objectifs européens en matière de politique sociale

- Le rôle de l'UE dans les réformes des modèles de protection sociale
- Acteurs et usages nationaux

IV. L'actualité européenne

- La popularité de l'UE
- Le Semestre européen
- Vers un « pilier des droits sociaux fondamentaux »
- Demain le Brexit ?

V. Conclusion

- L'Europe (et les syndicats ?), c'est comme la SNCB



I. Un peu de publicité



- L'Observatoire social européen : fondé en 1984
- Centre de **recherche, information** et **formation**
Historiquement lié aux syndicats, évolution vers un profil de recherche académique (appliquée)
- Spécialisation dans la dimension sociale de l'UE : politiques sociales et emploi
- Mission principale : l'analyse de l'influence mutuelle entre le niveau européen et national; *influence réciproque* (et pas « top-down »)
 - Par ex. Pour les Présidences de l'UE

Réseaux

L'OSE travaille en coopération étroite avec :

- Les autorités publiques belges (subsides et AO)
- Les autorités européennes (AO)
- Syndicats BE et européens (subsides et AO)
- Le monde académique (BE/EU + US/Canada)
- Organisations de la société civile

L'équipe en 2016 (9+3+2)

Bart

Rita

Benoît

Slavina

Cécile

Sebastiano

David

Renaud

Denis

Ramon

Dalila

Stagiaires
(Luca, Jeffrey)

Françoise



Ose

Observatoire
social
européen

Thématiques de recherche principales

- Emploi et restructurations
- Soins de santé et soins de longue durée
- Pensions
- Lutte contre la pauvreté et exclusion sociale
- Égalité des chances/non-discrimination
- Problématiques institutionnelles
- Gouvernance :
 - Legislation, Fonds structurels, dialogue social, « nouvelle gouvernance »

II. L'évolution des modèles de protection sociale : logiques propres et un socle commun de réponses

2.1 Enjeux communs et logiques de réforme propres à chaque modèle de protection sociale

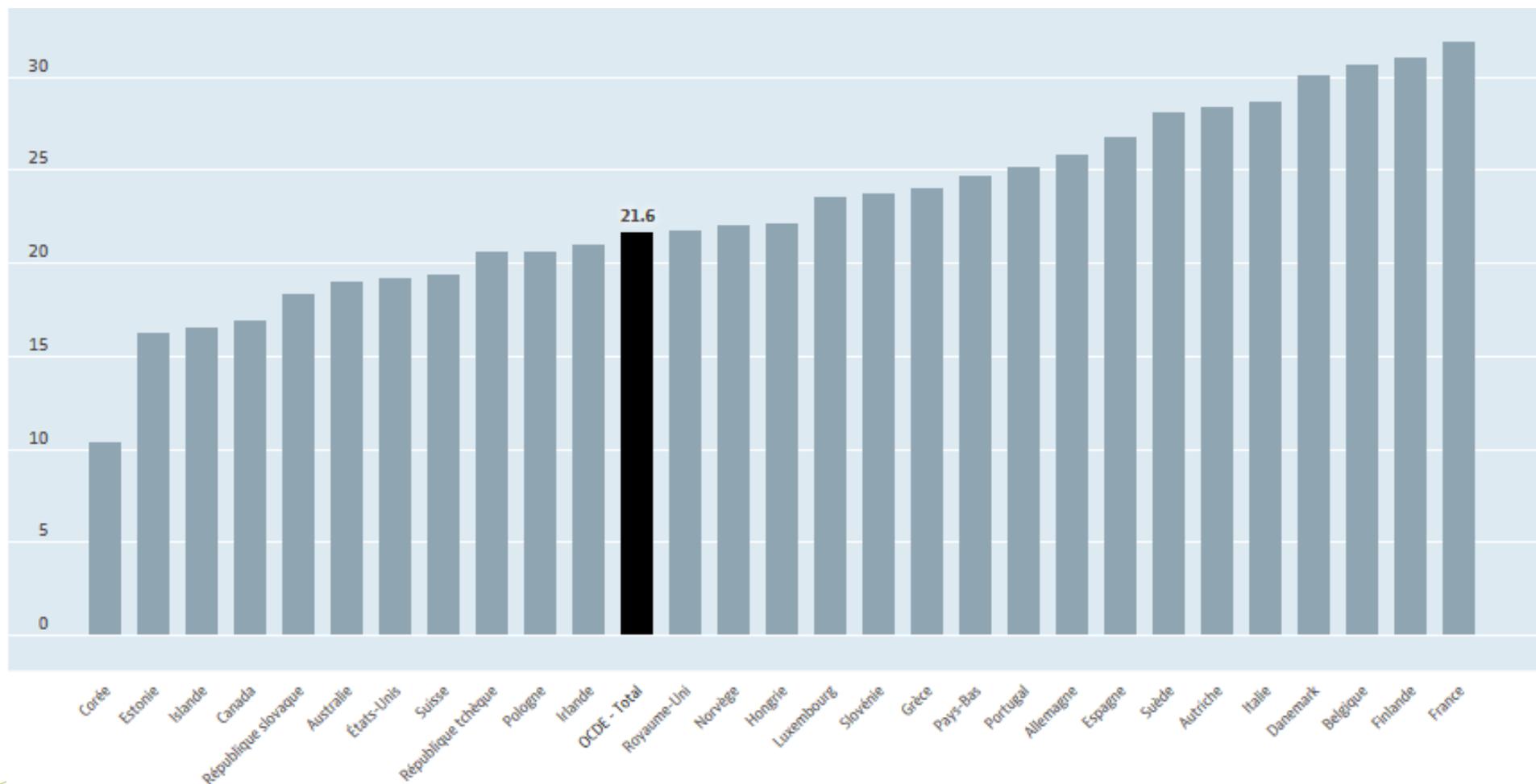
2.2 Au-delà des différences institutionnelles : un socle commun de réponses nationales

Tendances-clés dans l'évolution des modèles de protection sociale... quelques chiffres

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
UE-28	:	:	:	:	:	:	26,7	29,5	29,4	29,0	29,5
UE-27	:	:	:	27,0	26,6	26,1	26,7	29,6	29,4	29,0	29,5
Zone euro (ZE-18)	27,3	27,7	27,6	27,6	27,2	26,8	27,5	30,3	30,3	30,0	30,4
Belgique	26,8	27,5	27,6	27,5	27,1	26,9	28,3	30,6	30,1	30,4	30,8
Bulgarie	:	:	:	15,1	14,2	14,1	15,5	17,2	18,1	17,7	17,4
Rép. tchèque	19,4	19,4	18,6	18,4	18,0	18,0	18,0	20,3	20,2	20,4	20,8
Danemark	29,7	30,9	30,7	30,2	29,2	30,7	30,7	34,7	34,3	34,3	34,6
Allemagne	30,4	30,8	30,0	29,9	28,7	27,7	28,0	31,5	30,6	29,4	29,5
Estonie	12,7	12,5	13,0	12,6	12,1	12,1	14,9	19,0	18,0	16,1	15,4
Irlande	16,4	17,0	17,2	17,2	17,5	18,0	21,2	26,2	29,0	30,2	32,5
Grèce	24,0	23,5	23,6	24,9	24,8	24,8	26,2	28,0	29,1	30,2	31,2
Espagne	20,0	20,3	20,3	20,6	20,5	20,8	22,0	25,2	25,5	26,0	25,9
France (*)	30,5	31,0	31,4	31,5	31,2	30,9	31,3	33,6	33,7	33,4	34,2
Croatie	:	:	:	:	:	:	18,7	20,8	21,0	20,7	21,2
Italie	25,2	25,7	25,9	26,3	26,6	26,6	27,7	29,9	29,9	29,7	30,3
Chypre	16,3	18,4	18,1	18,4	18,5	18,2	19,5	21,1	22,1	22,8	23,1
Lettonie	14,3	14,0	13,2	12,8	12,7	11,3	12,7	16,9	17,8	15,1	14,0
Lituanie	14,0	13,5	13,4	13,2	13,3	14,4	16,1	21,2	19,1	17,0	16,5
Luxembourg	21,6	22,1	22,3	21,7	20,4	19,3	21,4	24,3	23,1	22,5	23,3
Hongrie	20,4	21,3	20,8	21,9	22,5	22,7	22,9	23,4	23,1	22,1	21,8
Malte	17,2	17,4	18,0	17,8	17,7	17,7	18,1	19,6	19,1	18,7	19,4
Pays-Bas	27,6	28,3	28,3	27,9	28,8	28,3	28,5	31,6	32,1	32,3	33,3
Autriche	28,9	29,4	29,0	28,8	28,3	27,9	28,5	30,7	30,6	29,8	30,2
Pologne	21,1	21,0	20,4	20,0	19,7	18,5	19,4	20,6	20,0	19,1	18,1
Portugal	22,8	23,2	23,8	24,5	24,5	23,9	24,3	26,8	26,8	26,5	26,9
Roumanie	13,6	13,1	12,8	13,4	12,8	13,6	14,4	17,2	17,6	16,4	15,6
Slovénie	24,3	23,6	23,3	23,0	22,7	21,3	21,4	24,2	25,0	25,0	25,4
Slovaquie	19,1	18,4	17,2	16,5	16,4	16,1	16,1	18,8	18,7	18,3	18,4
Finlande	25,7	26,6	26,7	26,7	26,4	25,4	26,2	30,4	30,6	30,0	31,2
Suède	31,3	32,2	31,6	31,1	30,3	29,2	29,5	32,0	30,4	29,7	30,5
Royaume-Uni	25,6	25,5	25,7	25,8	25,6	24,7	25,6	28,3	27,9	28,0	28,8
Islande	21,2	23,0	22,6	21,7	21,2	21,4	22,0	25,4	24,5	25,0	25,2
Norvège	26,0	27,2	25,7	23,7	22,4	22,5	22,2	26,0	25,6	25,1	25,0
Suisse	26,4	27,7	27,2	27,2	25,9	25,2	24,5	26,9	27,0	26,8	27,5
Serbie	:	:	:	:	:	:	:	:	24,6	23,2	24,4
Turquie (²)	9,6	10,7	10,9	11,0	11,2	11,6	11,9	14,1	13,5	13,2	13,8

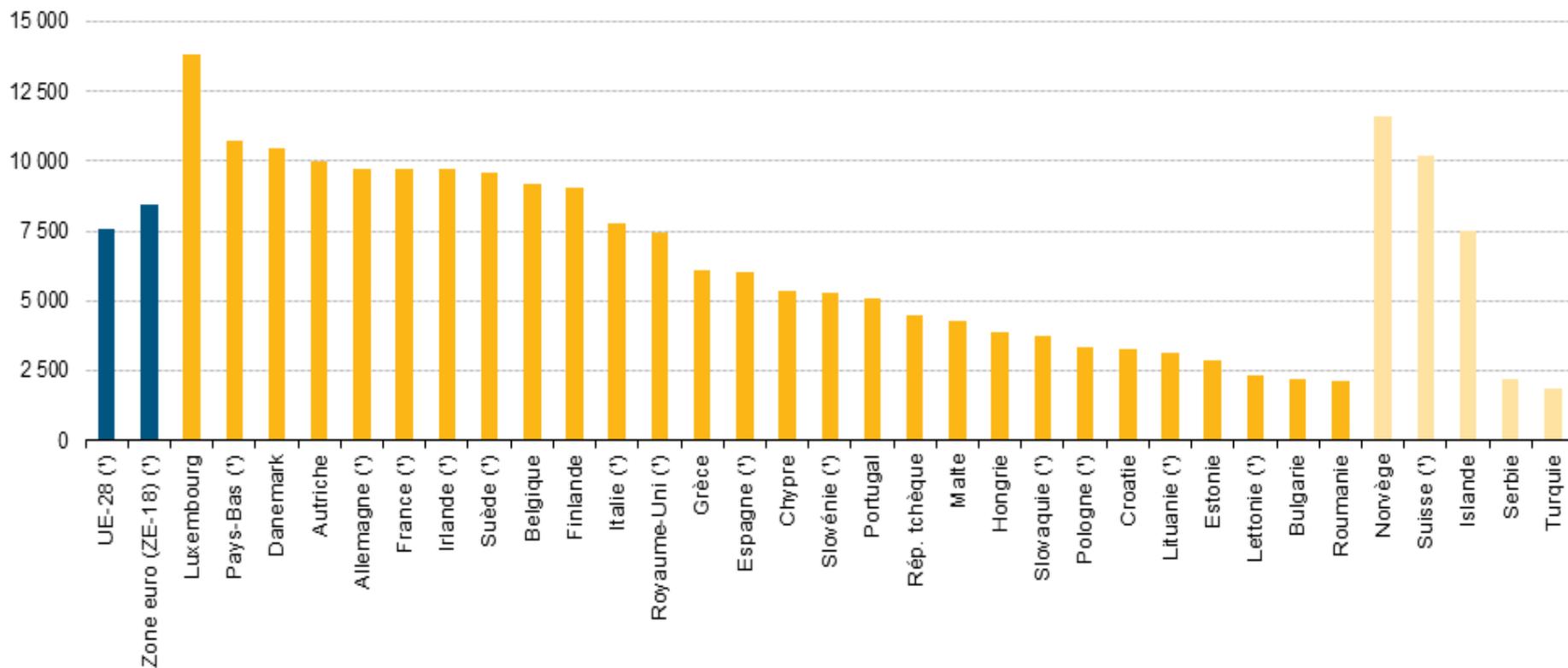
Dépenses sociales publiques, % du PIB, 2014

[Source : OCDE Dépenses sociales : données agrégées]



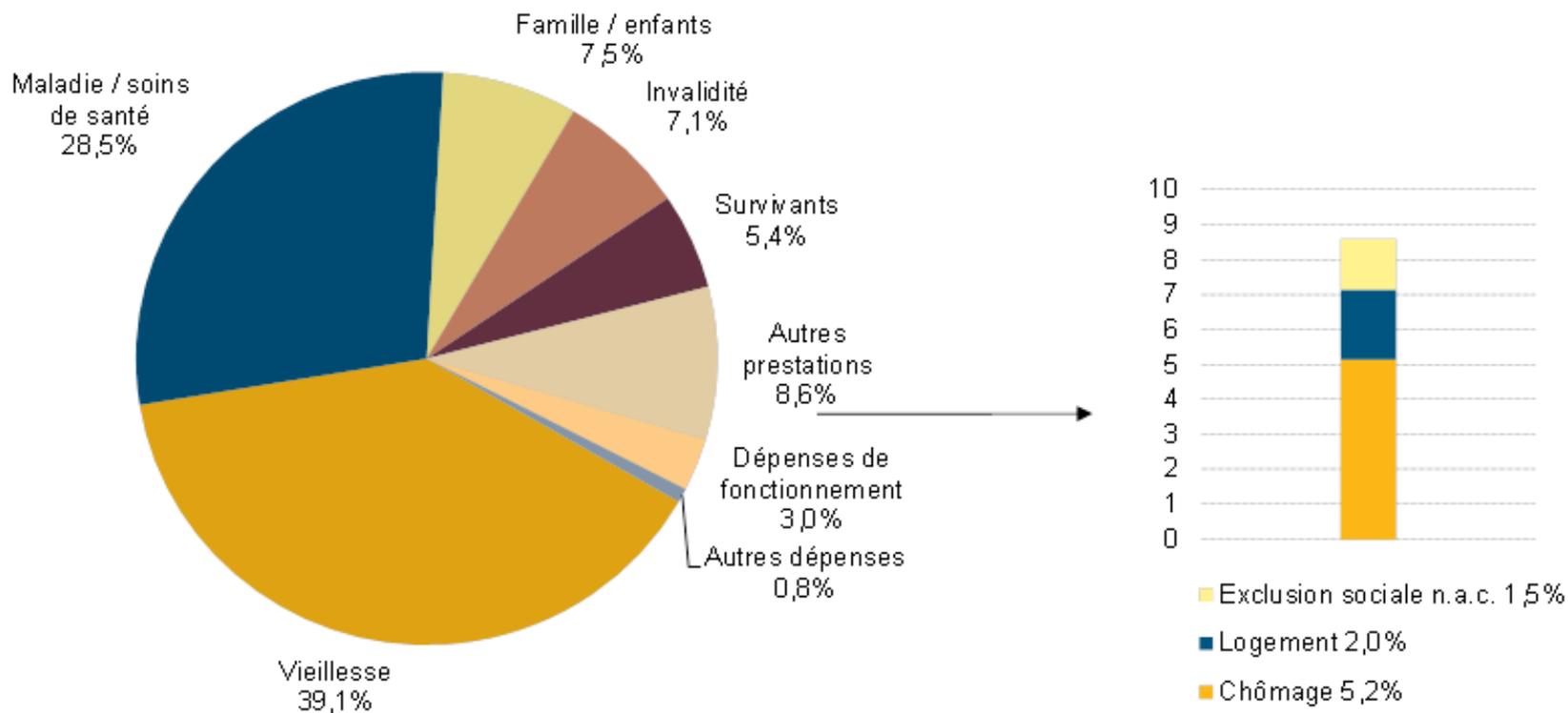
Tendances-clés dans l'évolution des modèles de protection sociale... quelques chiffres

Graphique 1 : Dépenses de protection sociale en Standard de pouvoir d'achat (SPA) par habitant, 2012 - Source: Eurostat



Tendances-clés dans l'évolution des modèles de protection sociale... quelques chiffres

Graphique 2 : Structure des dépenses de protection sociale, UE-28, 2012 (1)
(en % des dépenses totales) – Source : Eurostat.



2.1 Enjeux communs et logiques de réforme propres à chaque modèle de protection sociale

- Après les Trente glorieuses, l'émergence de nouveaux enjeux économiques et sociaux.
- Accent : les politiques de l'offre et d'emploi.
 - Le modèle **libéral** de protection sociale : vers la re-marchandisation du travail
 - Le modèle **social-démocrate** de protection sociale : vers le contrôle des coûts
 - Le modèle **continental** de protection sociale : vers la reconfiguration des programmes sociaux
 - Pays de **l'Europe centrale et orientale** : modèle de protection sociale post-soviétique mais difficulté de conceptualisation. Différences de développement

→ *Le poids des institutions et du passé*

2.2 Au-delà des différences institutionnelles : un socle commun de réponses nationales

- Tendances-clés dans les réponses communes
 - L'activation : la nouvelle logique fondamentale de l'Etat-Providence (réorientation des programmes sociaux vers l'emploi)
 - Limiter les dépenses publiques et redéfinir la place de l'Etat
- Information récente sur les développements sociaux dans 35 pays en Europe :
 - [ESPN Flash reports](#)

2.2 Au-delà des différences institutionnelles : un socle de réponses communes

- Restriction des critères **d'éligibilité** pour l'accès aux prestations
- Ciblage des **prestations** + réduction de leur niveau
- Augmentation (ou apparition) de la **charge** laissée aux usagers dans de nombreux services
- Développement des services et des assurances **privées**
- Introduction des méthodes de gestion issues du **privé** afin de contrôler le volume des dépenses des organismes publics
- Réduction ou stabilisation des **salaires** de la fonction publique
- Mise en place d'agences non-étatiques ou transfert aux **entreprises**

2.2 Au-delà des différences institutionnelles : un socle de réponses communes

- Les réformes des provisions de sécurité sociale pour les métiers pénibles (projet OSE)
 - Tendances générales (restriction des critères d'éligibilité, ciblage des prestations)
 - Belgique : la réforme du « régime de chômage avec complément d'entreprise » (RCC)
 - France : de la pluralité des schémas de pré-retraites aux « compte de pénibilité »
 - Schémas d'invalidité : l'Angleterre; les Flex job au Danemark
- Repenser les enjeux de la pénibilité
 - Modification de la logique fondamentale : activation et incitation à l'emploi

Les « réformes structurelles » ont saisies l'Europe

- Rapport SPC: « Review of recent structural reforms 2013 »
 - Le *Statu quo* n'est plus une option : « peer pressure » en faveur de la réforme (tableaux comparatifs)
 - Dans le domaine de la politique sociale : « *extraordinary reform efforts going on in Member States* »

Review of structural reforms 2013

Table 1: Overview of Social Policy Reforms in 2013 (reference period January 2012 – June 2013)

	Pension reforms					Health care reforms					Social inclusion reforms			
	Tightening of early retirement	Pensionable age (planned increases)	Contributory period	Level of pensions	Pension indexation	Stewardship of the health care system	Health service delivery (including e-health)	Investing in the health workforce	Cost-containment and cost-sharing	Enhancement of access to services and of patient's choice	Poverty-reduction and inclusive labour markets	Investing in children	Housing	Roma inclusion
AT	•		•			•	•		•					
BE	•		•	•			•		•	•			•	•
BG	•	•	•	•	•		•	•			•			•
CZ	•				•									•
CY	•	•	•	•	•	•			•		•			
DE						•		•	•		•			
DK	•									•	•			
IE									•					
IT	•	•				•			•		•			
HU						•	•	•	•		•		•	•
EE														
EL						•			•	•				
ES	•	•	•		•	•	•		•		•		•	
FI	•					•					•			
FR	•	•		•	•				•					
LT						•	•				•			
LV			•	•	•	•		•		•	•		•	
LU	•				•		•		•	•			•	
MT							•	•	•	•				
NL		•										•	•	
PL	•	•			•		•	•			•	•		
PT									•		•			
RO										•	•			
SE							•		•		•		•	
SI		•	•	•	•						•			
SK	•	•			•		•	•			•		•	•
UK		•	•			•	•			•	•		•	

III. Objectifs européens en matière de politique sociale

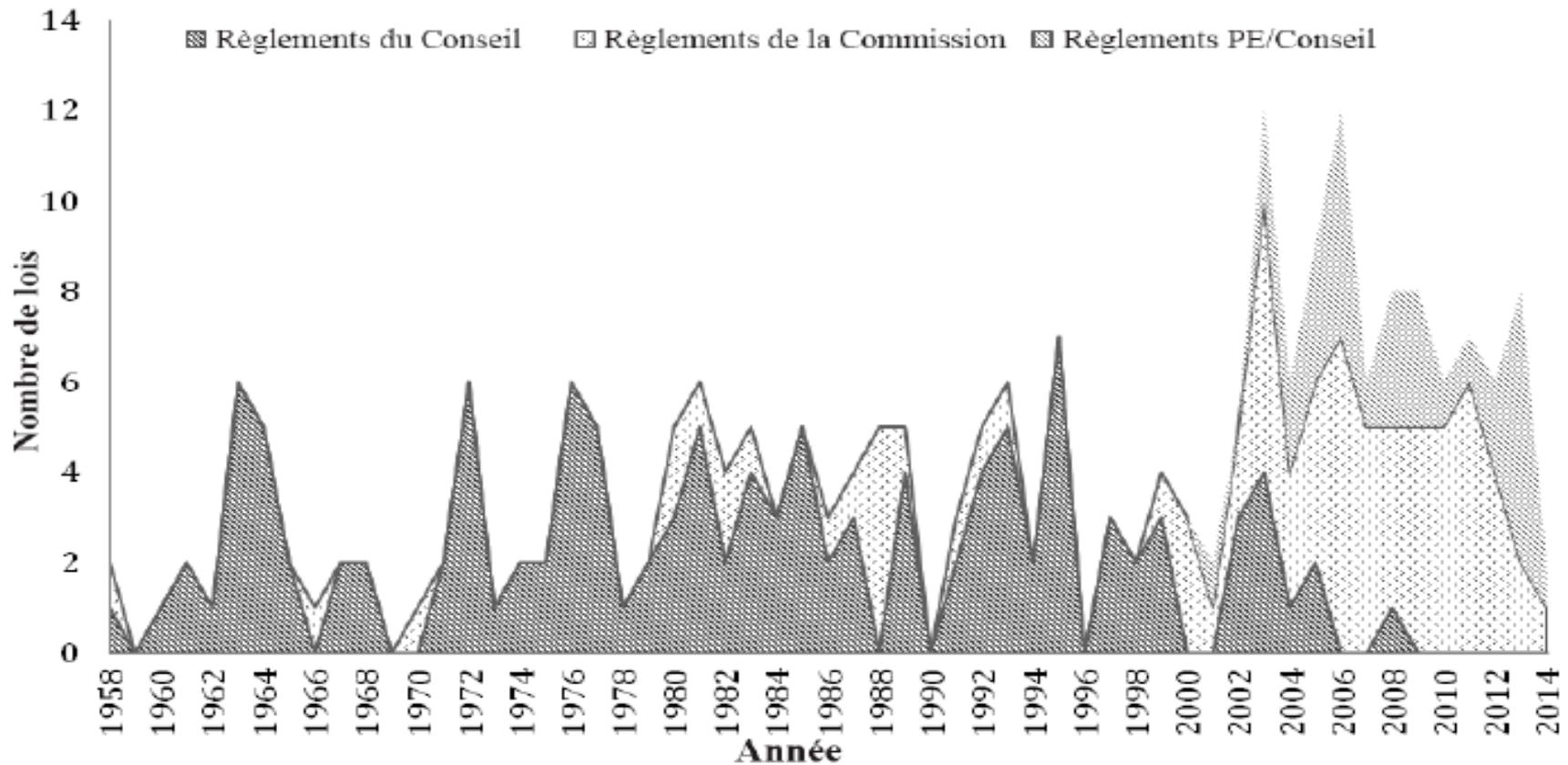
3.1 Objectifs européens en matière de politique sociale

3.2 Acteurs nationaux et usages de l'Europe

3.1 Objectifs européens en matière de politique sociale

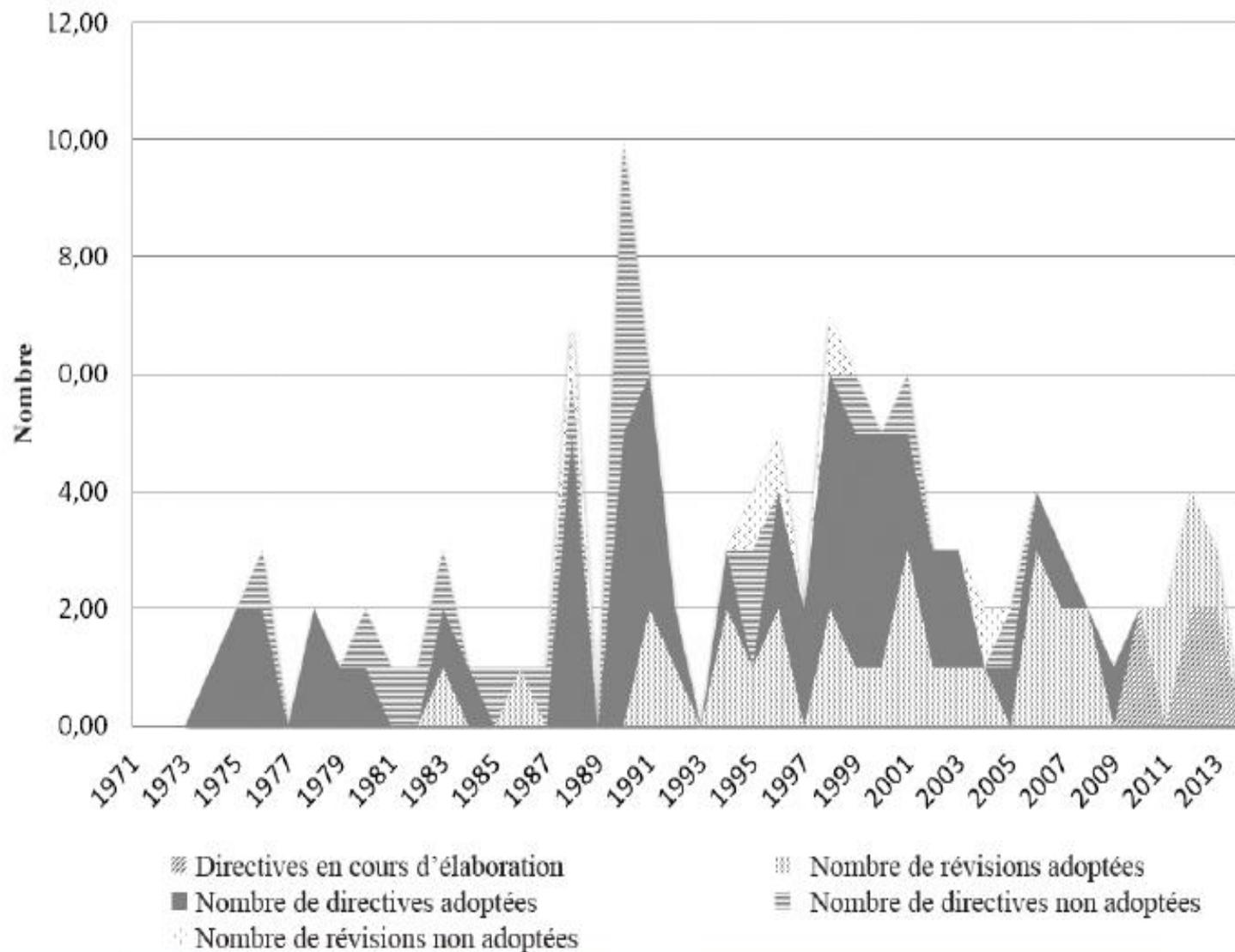
Source : Graziano P. et Hartlapp M., 2015.

Règlements de l'UE par institution les ayant adoptés, dans le temps



Sources : EurLex, à l'exclusion des règlements d'extension géographique et des règlements Euratom, d'après le nombre annuel de règlements par institution.

Directives de politique sociale proposées par la Commission 1971-2013



3.2 Acteurs nationaux et usages de l'Europe

- Peu de compétences en matières de politique sociale mais *usages* stratégiques et politiques de la part des acteurs nationaux
 - Italie : les réformes du modèle de protection sociale (1992-2012)
 - UK : implication la société civile dans la politique de lutte contre la pauvreté
 - Belgique : l'augmentation de la Garantie de revenus aux personnes âgées (Grapa)
 - BE : implication du CNT dans les dossiers européens

L'impact de l'Europe sur les modèles de protection sociale à travers les usages de l'Europe (acteurs nationaux)

Quelles logiques de *downloading* et *uploading*?



	Changements politiques
Pays scandinaves	Très limités
Pays anglo-saxons	Très limités
Pays continentaux	Limités
Pays d'Europe du Sud	Radicaux
Pays d'Europe centrale/ orientale	Transformateurs
Pays candidats	Limités

Source : Graziano P. Jacquot, S., Palier, B. (2013).

IV. L'actualité européenne

4.1 La confiance dans l'UE

4.2 Le Semestre européen

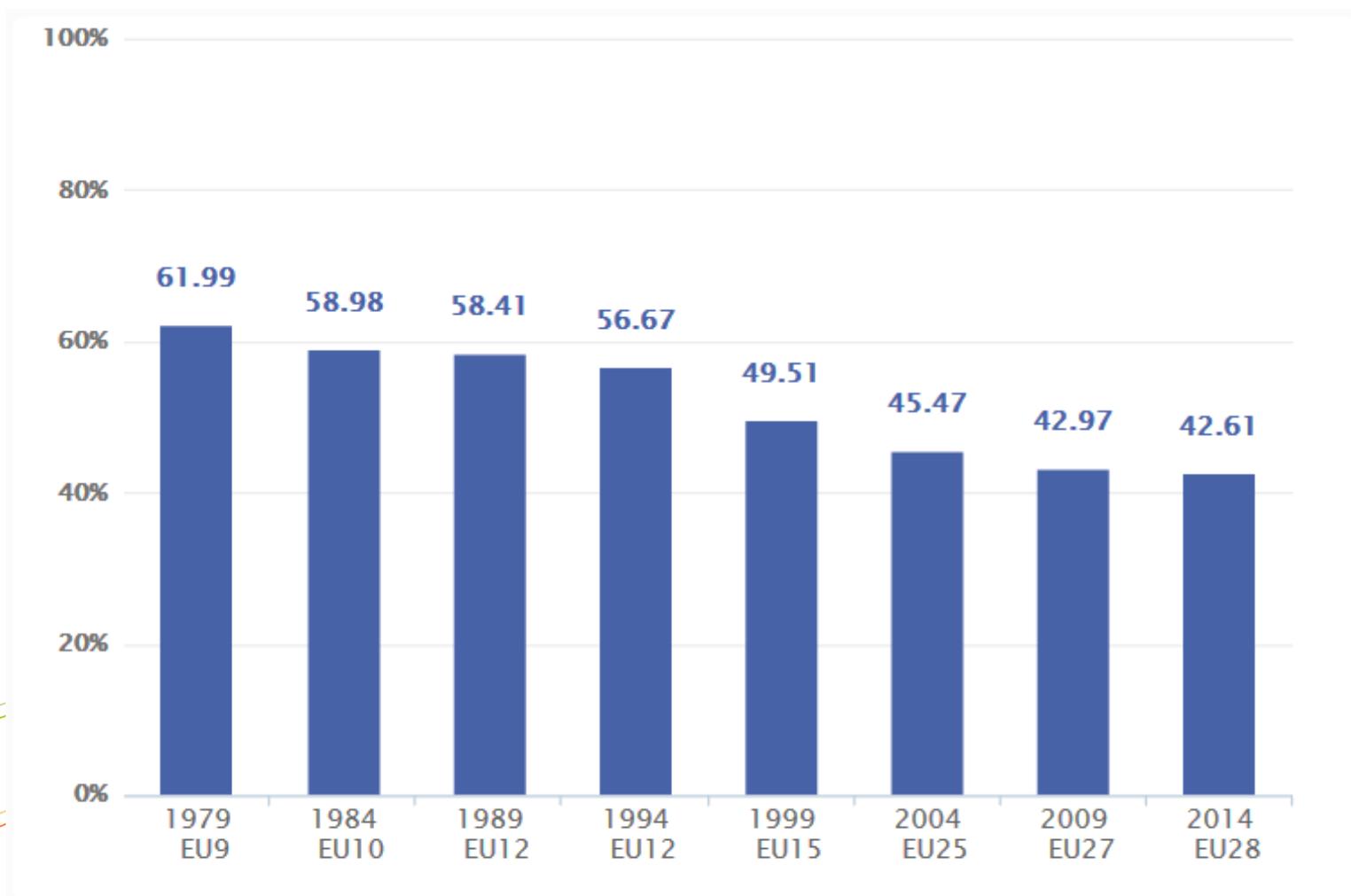
4.3 Le pilier de droits sociaux fondamentaux

4.4 Brexit

4.1 La confiance en l'UE effondrée

- L'Europe souvent vue (à juste titre ou à tort) comme la cause des problèmes
- *L'euroscepticisme* a atteint des niveaux plus qu'inquiétants
 - ES : record de 72%
 - DE, FR, IT, PL, UK : écho de ce sentiment

Taux moyen de participation aux élections européennes (1979-2014)



4.2 Le Semestre européen : cycle annuel



Le Semestre 2011-2014 : une « socialisation » progressive mais partielle

- Importance croissante accordée aux objectifs sociaux dans l'Examen annuel de la croissance (EAC) et spécialement ses « Recommandations spécifiques par pays » (RSP)
- Les Recommandations à « orientation sociale » se sont étendues d'année en année tant en termes d'ambition que de portée, avec une insistance (lentement) croissante pour que les EM :
 - Veillent à l'**adéquation**, l'**accessibilité**, l'**efficacité** de la sécurité sociale et des systèmes de retraites, de santé et de soins de longue durée
 - Luttent contre la **pauvreté** et pour l'inclusion sociale dans ses diverses dimensions
 - Améliorent l'**éducation**, la formation et les services d'activation personnalisés

Le Semestre 2011-2014 : une « socialisation » progressive mais partielle

Mais... l'augmentation du volume et de la couverture des Recommandations « sociales » a été contrebalancée par d'autres liées à la consolidation budgétaire.

Contenu politique de fond : un Semestre moins social 2015-2016

- Recommandations spécifiques par pays (RSP):
 - Lien renforcé entre l'inclusion sociale et l'employabilité
 - Accent fort : États membres d'Europe centrale et de l'Est
 - Les questions d'emploi demeurent primordiales dans les RSP 2015
 - Les objectifs sociaux sont de plus en plus intégrés dans d'autres recommandations
 - Risque et opportunité !

Tableau 1. Objectifs sociaux *intégrés* dans d'autres Recommandations

	Public finances and welfare systems				Financial sector		Labour market			Product and service markets		Education	Social inclusion	Administration	
	Public finances	Taxation	Pension system	Healthcare system	Banking and access to finance	Housing and private debt	Labour market	Labour taxation	Wage-setting	Services and network industries	Innovation and business environment	Education and skills	Poverty and social inclusion	Administrative modernisation and rule of law	
AT							S					S			AT
BE															BE
BG									S			S			BG
CZ							S					S			CZ
DE								S							DE
DK															DK
EE							S						S		EE
ES															ES
FI															FI
FR															FR
HR			S												HR
HU												S			HU
IE															IE
IT															IT
LT			S										S		LT
LU															LU
LV				S									S		LV
MT															MT
NL															NL
PL															PL
PT													S		PT
RO				S								S			RO
SE															SE
SI									S						SI
SK							S					S			SK
UK							S								UK
Euro area							S								Euro area

Les RSP : à boire et à manger ?

- En général : pas très précis (« *what rather than how* »), mais pousse dans une certaine direction
- Tribune de Veronica Nilsson: la COM dénonce :
 - Dérives des contrats à durée déterminée en PL
 - Manque de protection sociale pour les indépendants aux Pays-Bas
 - Mini-jobs en Allemagne
- « [Y]et the underlying narrative remains the same old story: austerity, structural reforms and austerity »

La COM recommande que la Belgique veille, au cours de la période 2016 – 2017 à :

1. Opérer un ajustement budgétaire annuel d'au moins 0,6 % du PIB vers l'objectif budgétaire à moyen terme; utiliser les recettes exceptionnelles pour **accélérer la réduction du ratio de la dette publique**; convenir d'une répartition des objectifs budgétaires entre tous les différents **niveaux de pouvoir**, qui aurait force exécutoire; simplifier le **système fiscal** et supprimer les dépenses fiscales qui provoquent des distorsions.

La COM recommande que la Belgique veille, au cours de la période 2016 – 2017 à :

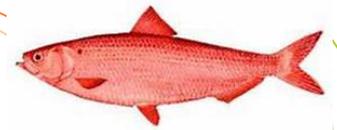
2. Procéder au réexamen prévu de la « loi de 1996 » sur la compétitivité et l'emploi en concertation avec les **partenaires sociaux**; veiller à ce que les **salaires** puissent évoluer parallèlement à la productivité; garantir l'efficacité des politiques **d'activation** du marché du travail; avancer sur la voie des réformes de **l'éducation** et de la formation professionnelle et prodiguer une **aide à la formation**, notamment aux personnes issues de **l'immigration**.

La COM recommande que la Belgique veille, au cours de la période 2016 – 2017 à :

3. Stimuler la capacité à **innover**, notamment en encourageant **l'investissement** dans le capital des connaissances; accroître la **concurrence** dans le secteur des services aux entreprises et le secteur du détail en levant les restrictions d'exploitation et d'établissement injustifiées; et s'attaquer au déficit d'investissement dans les **infrastructures de transport** et dans la capacité de production **d'énergie**.

Le Semestre européen : importance (pour la BE)?

- Nous ne savons pas (vraiment) à quel degré le Semestre a un impact sur le niveau national.
- « Transposition » des Recommandations : les chiffres (estimations!) varient terriblement
 - Flexibilité pour les Etats membres (sauf si dans la « procédure de déficit excessif »: contraignant, sanctions)
- Conséquence : peut-être on le prend trop au sérieux (ressources limitées)?
 - Mario Monti vient d'expliquer dans « Politico » que l'UE est au bord de la désintégration ...
 - Brexit demain ?



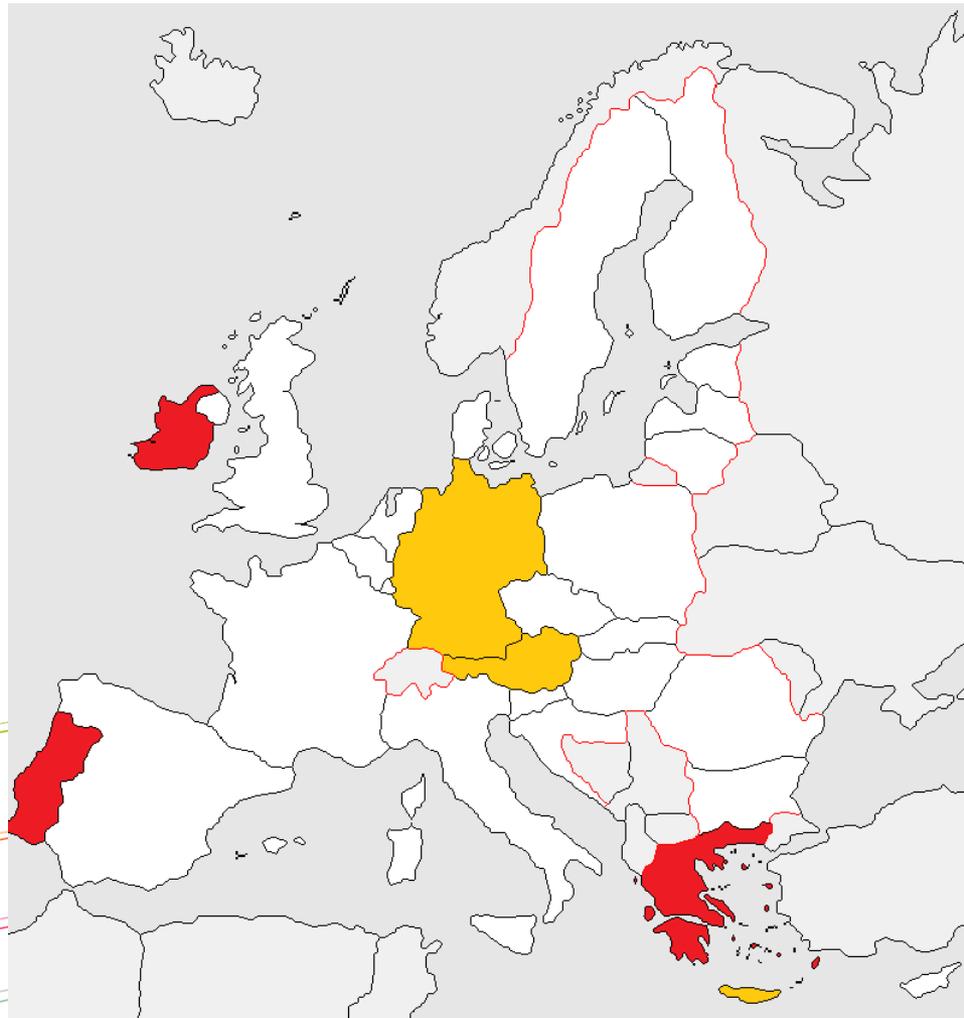
Le Semestre européen: importance (pour la BE) ?

- Il semblerait que le Semestre joue de plus en plus un rôle de « cadrage » du débat politique national.
- Favorise certaines options, rend d'autres inacceptables (dans certains pays).
- Ouvertement « sous le radar » : à travers les indicateurs, le *benchmarking*, le jargon (qui n'est pas neutre).
- Les Recommandations sont utilisées de façon sélective/créative par les H/F politiques.
 - Et vous?
 - Y compris dans les domaines où l'UE a peu de compétences (p. ex. santé)

2011

 **Country-specific recommendation**

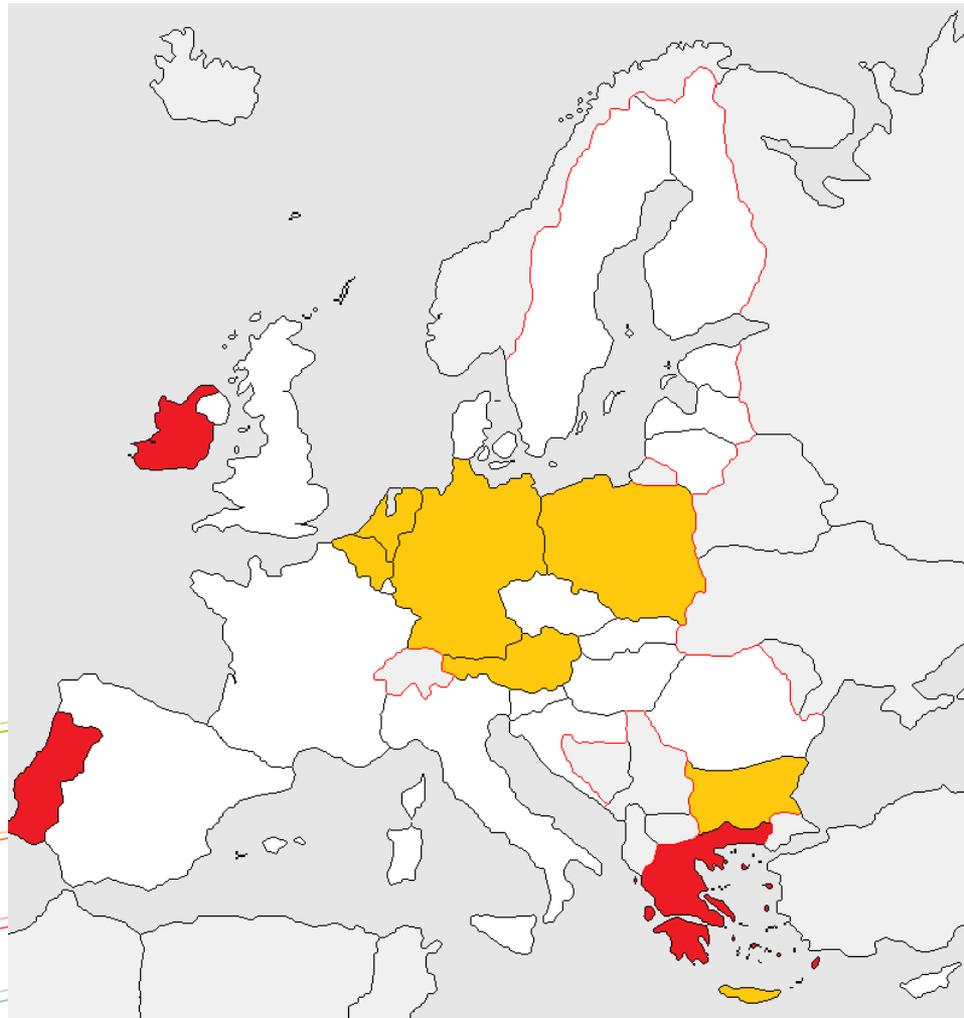
 **Economic adjustment programme**



2012

 **Country-specific recommendation**

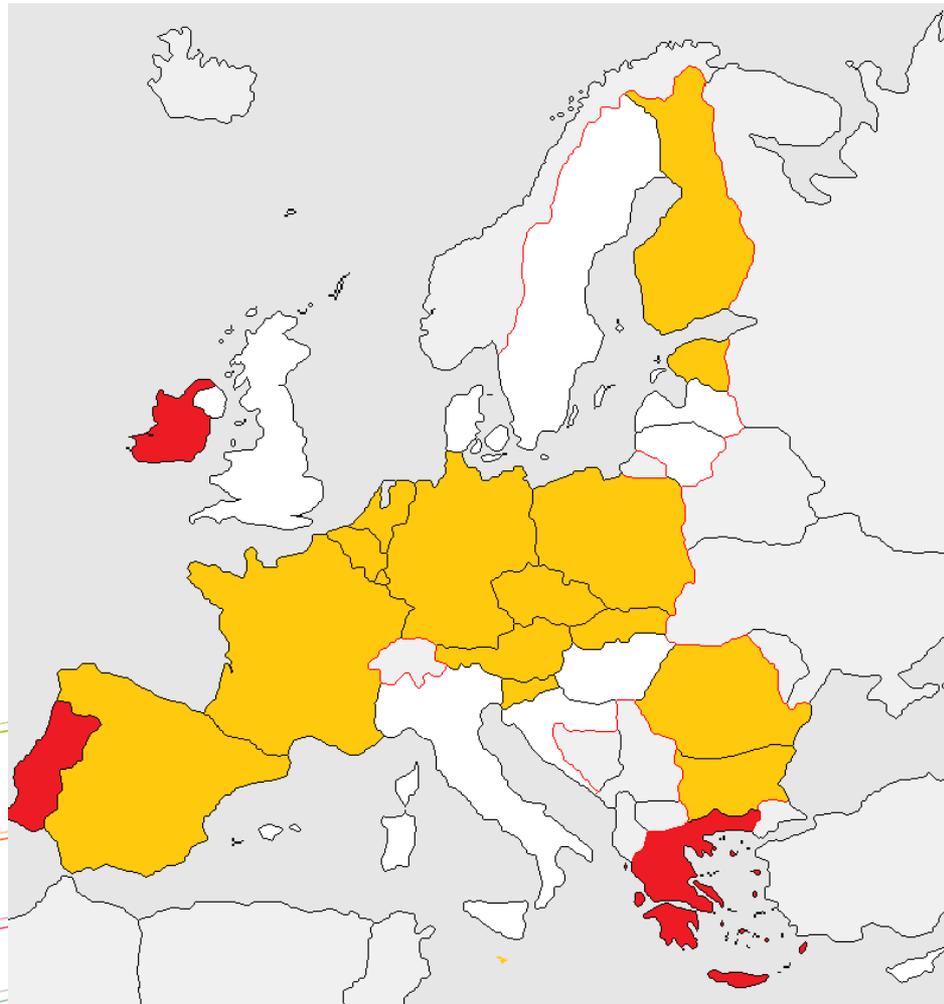
 **Economic adjustment programme**



2013

 **Country-specific recommendation**

 **Economic adjustment programme**

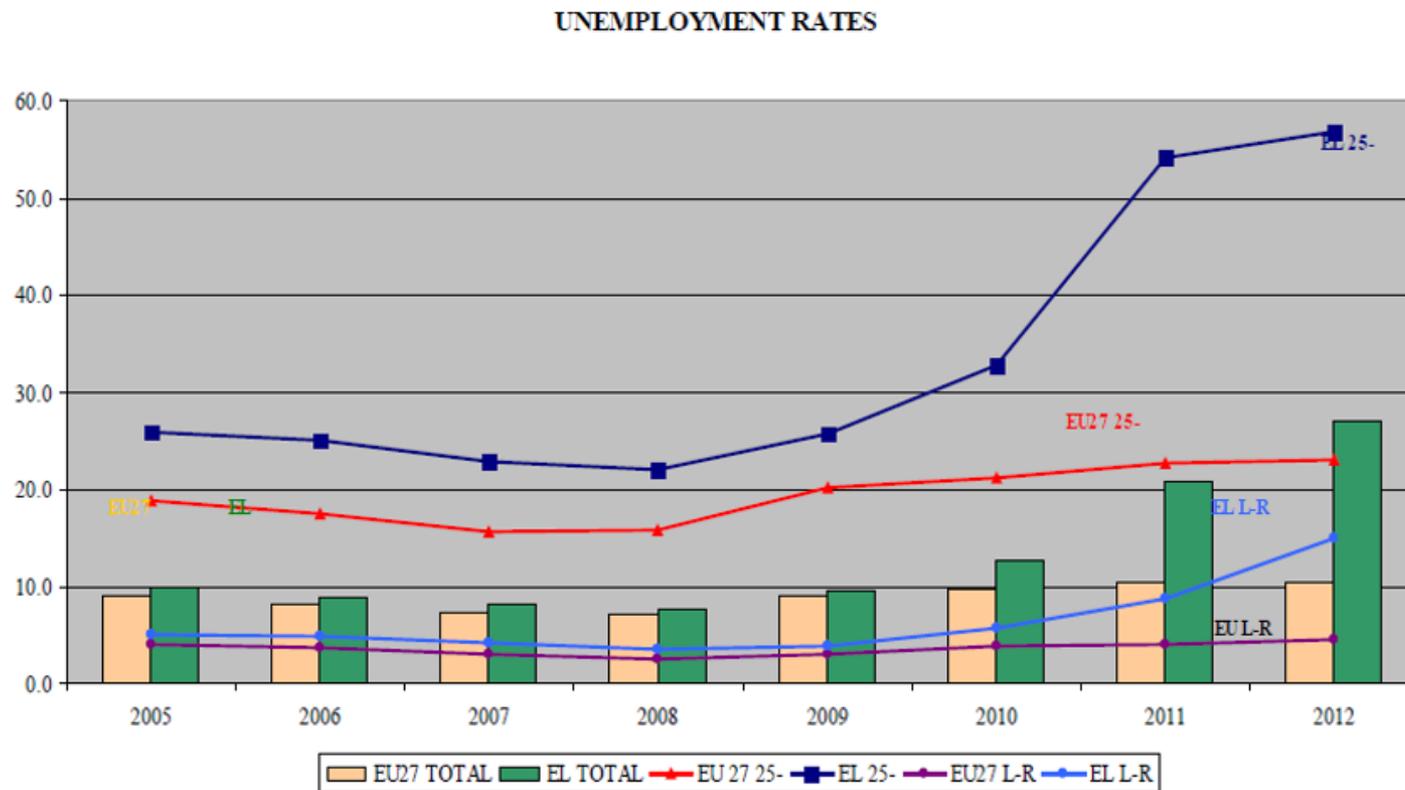


4.3 Vers un pilier de droits sociaux fondamentaux

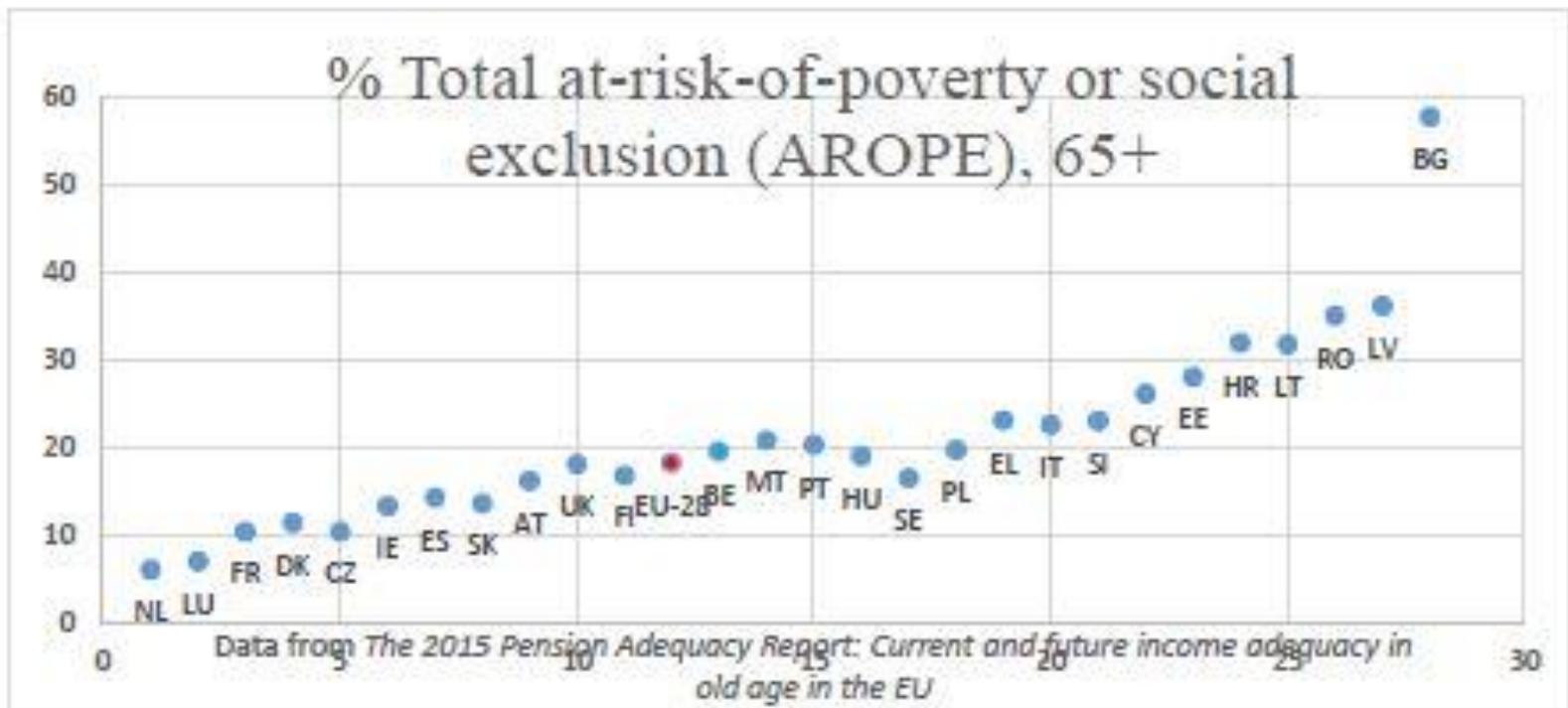
Le constat : des « déséquilibres sociaux » persistants dans un ou plusieurs États membres « peuvent » compromettre la stabilité de l'ensemble de la zone euro.

Déséquilibres sociaux

Figure 4: Unemployment rate, Greece, 2005-2012



Source: Eurostat



% Men and women At-risk-of-poverty or social exclusion (AROPA), 65+

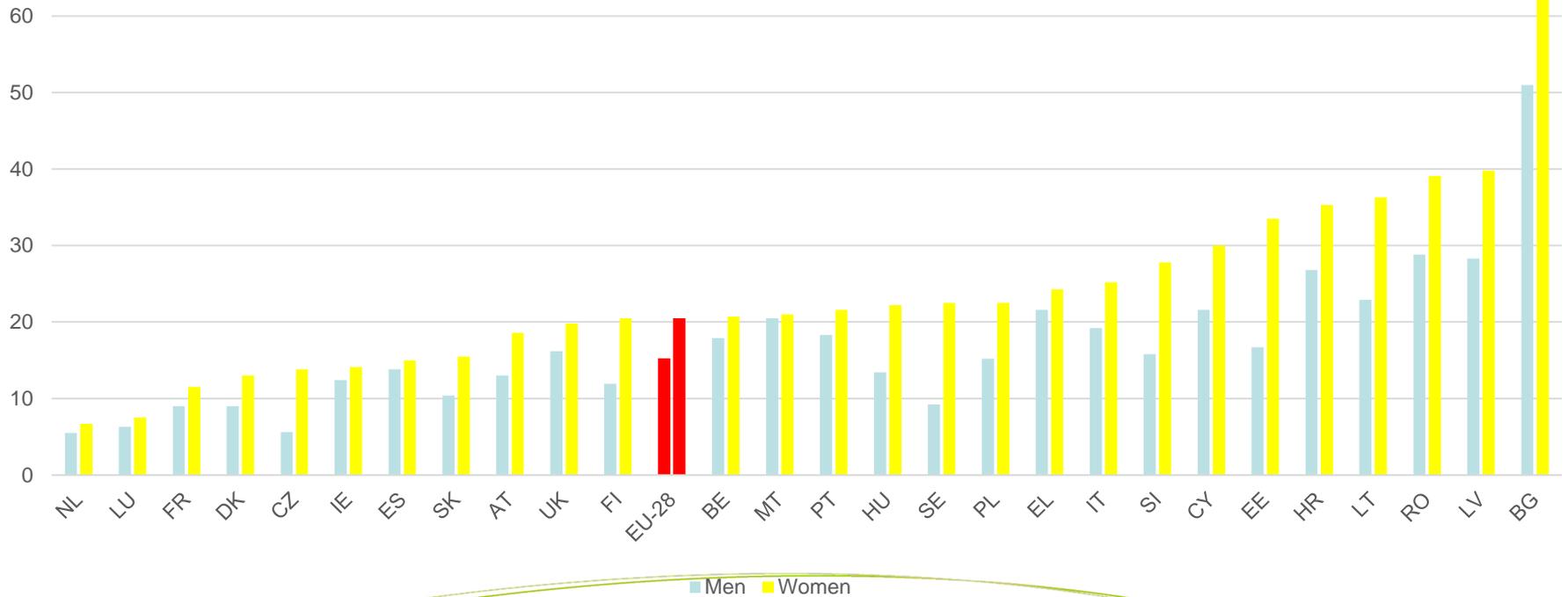
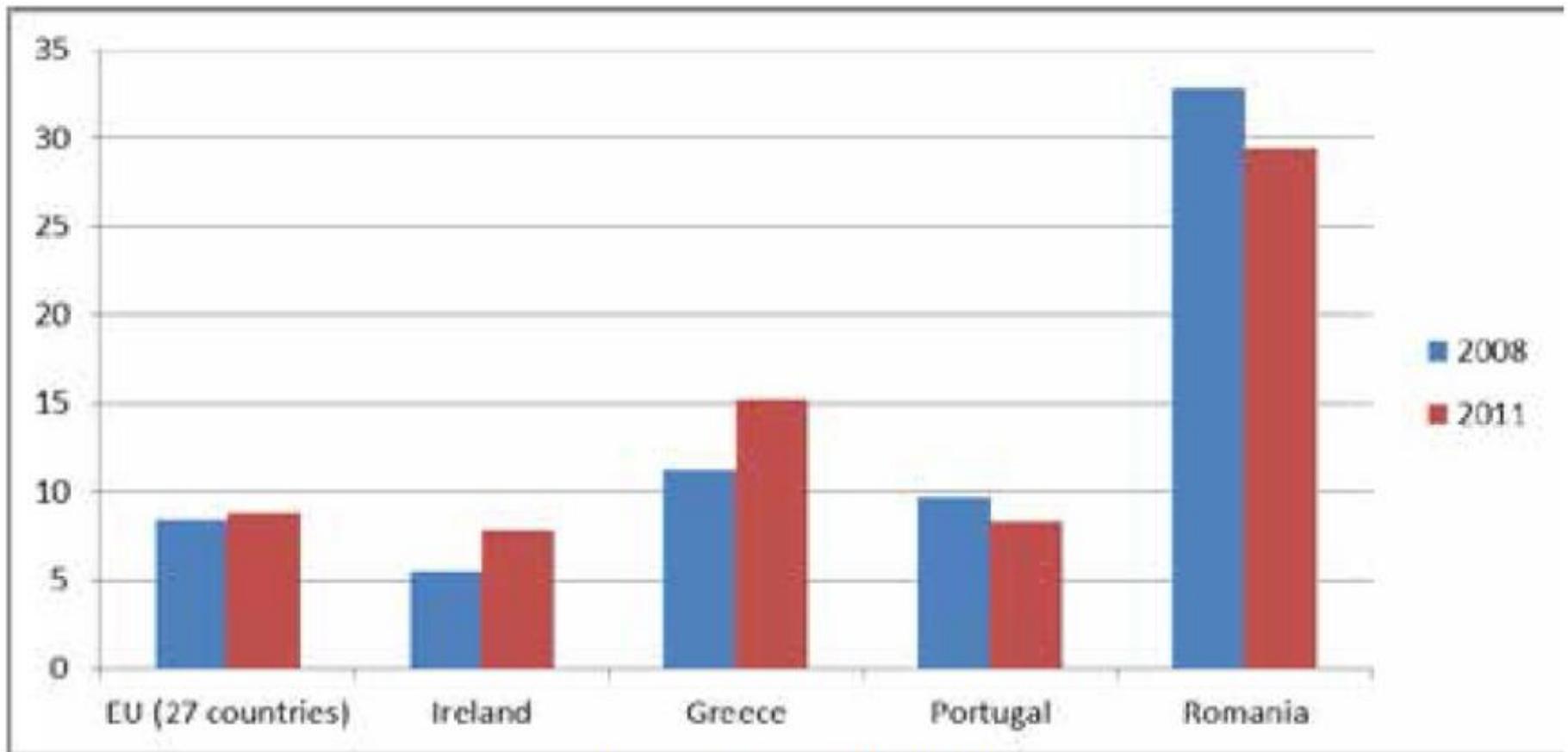


Figure 9: Severe material deprivation rate, % of total population



Source: Eurostat (EU-SILC)

4.4 Vers un pilier de droits sociaux fondamentaux

- La COM a lancé une consultation publique sur un « socle européen des droits sociaux » (jusqu'à la fin 2016).
- Suivi du [rapport des cinq Présidents](#) « Compléter l'Union économique et monétaire européenne »
- Couvre trois grands volets :
 - L'égalité des chances et l'accès au marché du travail.
 - Des conditions de travail équitables.
 - Une protection sociale adéquate et viable, et un accès à des services essentiels de qualité.

4.4 Vers un pilier de droits sociaux fondamentaux

- Définira un certain nombre de « principes essentiels »
- Mais :
 - Au-delà d'une simple évaluation de l'acquis social actuel de l'UE ?
 - Un « cadre de référence » pour l'examen des performances des États membres = des « droits » ?
 - Vise la zone euro (possibilité pour les autres EM de s'y joindre) ?

4.4 Brexit

- Référendum demain (!) 23 juin 2016 : signal d'alarme pour l'UE, impossible d'ignorer
 - 'An unprecedented reality'
- En même temps : le débat n'a **pas** vraiment porté sur l'UE : la migration (la désindustrialisation du UK)
- D'énormes risques (financiers, sociaux, politiques) – et une fenêtre d'opportunité
 - aller plus loin sans le UK : la dimension sociale de l'UE gagnerait (Pilier)... mais les travailleurs britanniques perdront !

4.4 Brexit

- L'UE est en premier lieu un marché intérieur.
- Mais ... sous le chapeau de l'intégration économique, l'Europe a développé – de facto – une politique sociale (depuis le traité de Rome en 1957).
 - Les normes concernant l'exposition des travailleurs aux « agents physiques » (bruit, rayonnements optiques, amiante, ...) .
 - Les règles concernant la prévention des incendies (par ex. concernant le transport de marchandises dangereuses), la Directive machines, etc.
 - Les règles européennes concernant la non-discrimination, la coordination de la sécurité sociale, l'égalité de traitement en matière de pensions, le temps de travail, le congé parental, le temps partiel, la protection de la maternité.

4.4 Brexit

- Flagrant : les syndicats britanniques se sont engagés avec beaucoup de réticence (et très tard) pour l'ancrage européen.
- Résultats vendredi matin (très tôt): « plan B »?
 - Résolution du Parlement : enclencher *automatiquement* l'Article 50 du traité de Lisbonne (qui organise l'exit d'un EM de l'UE).
 - Eviter de nouvelles négociations/compromis (dégradation de l'acquis communautaire).
 - Initiative des six pères fondateurs ?
 - Vendredi matin 5-7h du matin...



IV. Conclusion

- L'Europe se trouve dans notre portefeuille, dans notre assiette, dans nos verres, dans notre valise, au bord de la mer. L'Europe est partout...
- Souvent de façon invisible (voir les multiples domaines de l'action de l'Europe) et avec des implications « sociales » importantes.
- Soit directement, soit indirectement (marché intérieur).

***De facto* l'influence de l'Europe sur le "social" est très importante**

- Via la législation, le dialogue social, la coordination (soft) des politiques (Semestre européen), les instruments financiers.
- Le Rapport des cinq Présidents (complétion de l'UEM), le « Pilier » des droits sociaux, la socialisation du Semestre, la relance du dialogue sociale européen.
- Multiplication d'intérêts (politiques et économiques) et donc d'influences contradictoires : la direction finale de l'Europe n'est pas décidée !
- Cela laisse une place aux syndicalistes
→ Prenez la (svp) !



Parlons d'Europe (sociale) !

En savoir plus

- Peña-Casas R., Sabato S., Lisi V. and Agostini C. (2015) The European Semester and modernisation of public administration. Final Report, EPSU social dialogue project. [English](#), [French](#) and [German](#).
- Vanhercke B. and Zeitlin J. with Zwinkels A. (2015) *Further Socializing the European Semester: Moving Forward for a 'Social Triple A'?*, Report prepared for the Luxembourg Presidency of the Council of the European Union, Brussels, European Social Observatory, 1 December 2015, Free [download](#).
- Palier B. (2005), « Les évolutions de la protection sociale en Europe Contraintes institutionnelles, évolutions d'ensemble, stratégies politiques », Fondation Jean Jaurès, août 2005, n° 13.
- Graziano P., Jacquot S, et Palier B, (2013) Usages et européanisation. De l'influence multiforme de l'Union européenne sur les réformes des systèmes nationaux de protection sociale, *Politique européenne*, 2013/2, n° 40, pp. 94 à 118.
- Graziano P., Hartlapp M., La fin de l'Europe sociale ? Évaluation du rôle des changements politiques et organisationnels au sein du système politique de l'Union européenne, *Revue française des affaires sociales*, 2015/3, n° 3, pp. 89-114.
- Eurostat : [Statistiques sur la protection sociale](#)

Merci - Dank u - Blagodarya



Consultez nos publications, évènements
et projets de recherche :

www.ose.be (FR/EN)

Opinion papers

Research papers

Briefing papers



Cécile Barbier

www.ose.be

rue Paul Emile Janson 13 / 1050 Bruxelles / tel.: 32 (0)2 537 19 71 / fax: 32 (0)2 539 28 08 / e-mail: info@ose.be

www.ose.be